

mais aucune mesure n'a été prise. La situation actuelle se signale par la baisse des prix, l'augmentation de la concurrence, la perte de certains marchés, la réduction des exportations et l'incertitude générale.

Comment le Canada en est-il arrivé là? En quoi avons-nous échoué? Quelle faute avons-nous commise? Pour répondre à ces questions, je crois que nous devons examiner l'attitude adoptée par le Canada à Genève, à Londres et à Rome en 1966 et 1967. A mon avis, les choses ont mal tourné pour le Canada dès le début à Londres où, lors des réunions du Conseil du blé, nous avons accepté, et même voté l'abandon du 5^e Accord international sur le blé. A cette époque, le Canada aurait dû insister sur l'ancien accord jusqu'à la signature et l'entrée en vigueur d'un nouvel accord. Ou bien, en cas d'échec, il aurait dû exiger la conclusion d'un 6^e accord international sur le blé, indépendant et distinct de n'importe quelle disposition des accords de la négociation Kennedy.

L'un des meilleurs articles et l'un des plus révélateurs sur l'ensemble du problème a été écrit par Andrew Knight, collaborateur de l'importante revue *Economist*, dans le magazine *Executive* de juillet 1967. Il a accusé la délégation canadienne de faire une politique de l'abîme à la fois injustifiée et intempestive. Il a cité les paroles suivantes d'un porte-parole britannique à Genève: «Les Canadiens font la politique de l'abîme», pour expliquer l'absence de l'équipe canadienne lors d'une importante réunion.

Résumant la négociation Kennedy, Knight écrit:

... ce fut un exploit fondé sur le sacrifice de certains des plus grands objectifs envisagés à l'origine au cours des premiers jours de la négociation Kennedy. Le plus important a été la perte d'un accord global sur les céréales.

Cet accord global sur les céréales était la carte sur laquelle le Canada a joué son va-tout dans ses négociations. M. Knight a ajouté:

Le Canada a donc constaté qu'à son insu on lui avait enlevé sa principale raison d'être à Genève. Les six pays du Marché commun et la Grande-Bretagne se sont rangés du côté de l'Amérique et les Canadiens ont été laissés en plan.

Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement actuel, les anciens ou les nouveaux ministres soient d'accord avec M. Knight là-dessus. Mais il était là simplement à titre de journaliste impartial et objectif. Je vous cite une autre de ses observations:

Il ressort clairement de tout cela que la délégation du Canada à Genève a bien mal mené son jeu et que la partie lui a coûté extrêmement cher. Aux yeux des négociateurs avertis des principaux pays importateurs de céréales—les Six, la Grande-Bretagne, le Japon—la politique canadienne du bord du gouffre n'était tout simplement pas à la hauteur

de la tâche de régler une foule de désaccords d'ordre technique pour assurer la survie d'un accord international global sur les céréales.

Et plus loin:

Ce secteur de la négociation Kennedy n'était pas propice à des tactiques de poker.

M. Knight parle de «l'intransigeance» de la «politique du bord du gouffre» et des «réclamations irréelles» de l'Australie et du Canada, qui ont eu de malheureuses conséquences à Genève et ont forcé ces deux pays à céder en fin de compte. Il parle de la «fatale divergence d'opinion» entre les États-Unis d'une part, et le Canada, l'Australie et l'Argentine d'autre part. Les États-Unis, dit-il, s'intéressaient davantage aux ventes de grain de provende au Marché commun et aux ventes en vrac qu'aux prix élevés. Les pays importateurs, la Grande-Bretagne, le Japon et les Six ont tôt fait d'exploiter cette fatale divergence de vues. Selon toute apparence, on continue de l'exploiter de nos jours, tout à l'avantage des pays importateurs et au détriment du Canada.

M. Knight n'est pas le seul à penser de cette façon et son opinion n'est pas simplement celle d'un Européen. La *Tribune* de Winnipeg, du 17 janvier 1968, disait ceci:

Il est malheureusement très clair que les négociateurs du Canada à Genève, l'an dernier, qui prétendaient ne pas s'inquiéter de la fin de l'Accord international sur le blé, ont été induits en erreur.

Le journal signalait notamment «qu'il ne sert pas à grand chose de déplorer les faits». Je suis parfaitement d'accord là-dessus. Nous devons envisager la réalité actuelle, la réalité du monde international du blé telle qu'elle se présente actuellement, non pas telle qu'elle était ou telle qu'elle aurait pu être.

En quoi consiste-t-elle? Jetons simplement un regard sur un ou deux rapports récents sur le blé, publiés tous les samedis dans la *Free Press* de Winnipeg, sous la rubrique *Grain in Review*. Le premier paragraphe de l'article du 28 septembre était ainsi conçu:

Une fois de plus cette semaine, nous n'avons conclu aucune vente de blé à l'étranger et certains de nos principaux clients de naguère trouvent simplement nos prix trop élevés.

Le 5 octobre dernier l'article débutait ainsi:

Cette semaine a encore été décevante en matière de ventes de blé à l'étranger; les importateurs manifestent actuellement peu d'intérêt à conclure des marchés.

Et les approvisionnements? Et la récolte? Malgré le mauvais temps et d'autres facteurs, le Bureau fédéral de la statistique estimait, le 15 septembre dernier, que la récolte de 1968 atteindrait 627,927,000 boisseaux, soit 6 p. 100 de plus que l'année dernière et 16 p. 100 de plus que la moyenne décennale. Bien entendu,